



14ème législature

Question N° : 17489	De M. Noël Mamère (Écologiste - Gironde)	Question écrite
Ministère interrogé > Affaires étrangères		Ministère attributaire > Affaires étrangères
Rubrique > politique extérieure	Tête d'analyse > Mali	Analyse > situation politique. otages français détenus.
Question publiée au JO le : 05/02/2013 Réponse publiée au JO le : 09/04/2013 page : 3775		

Texte de la question

M. Noël Mamère attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des otages détenus au Sahel. Le 3 janvier 2013, leurs familles ont été reçues par le quai d'Orsay qui leur assurait que leurs proches étaient vivants, en bonne santé et que les négociations suivaient leur cours. Cependant, depuis l'intervention française au nord du Mali, la donne a changé et les conditions d'une négociation apaisée ne peuvent plus être réunies. Les familles des otages peuvent légitimement craindre des représailles. Dans ce contexte difficile, et bien que la discrétion soit gage d'efficacité, il souhaite lui demander quelles ont été entreprises depuis l'intervention française au Mali et comment il envisage de réussir à obtenir rapidement leur libération.

Texte de la réponse

Les services de l'Etat sont pleinement mobilisés pour parvenir à la libération des otages. Le Président de la République a reçu à deux reprises les familles. Il leur a expliqué le sens de l'intervention de la France au Mali et a évoqué dans ce contexte la situation de nos compatriotes. Le ministre des Affaires étrangères a rencontré à plusieurs reprises les familles de chacun des otages et il leur a fait part de la détermination des autorités françaises à obtenir la libération de leurs proches. Les familles sont régulièrement tenues informées, en étroite concertation avec les services du ministère de la défense, par le centre de crise du ministère des Affaires étrangères de l'évolution des démarches entreprises par le gouvernement. Le gouvernement partage la peine des familles et il est conscient des épreuves qu'elles traversent actuellement. Mais il est de son devoir, tout en les assurant de son engagement à leurs côtés, de ne pas éluder le fait que la France ne doit pas se soumettre au chantage des ravisseurs. Comme elles, il est dans l'attente d'éléments nouveaux, et il estime que si les ravisseurs souhaitent faire passer un message, ils le feront.